

L'autre 68

Leçons du Printemps de Prague

Alexis Prokopiev

Cinquante ans après le Printemps de Prague, l'engagement pour les libertés de Václav Havel et sa génération doit nous inspirer le courage de défendre, à notre tour, la démocratie européenne.

Au premier plan, une montre. Elle est attachée au poignet d'un homme qui surplombe la place Venceslas. Nous sommes à Prague, le 22 août 1968. La veille, les chars du Pacte de Varsovie sont entrés dans le pays pour écraser l'élan de libertés né au printemps. Ce 22 août, la rumeur d'une manifestation parcourt la ville. Un piège, vraisemblablement, pour justifier l'invasion. Les pragois sont avertis : à l'heure du rendez-vous, il n'y a personne. La montre de l'homme - c'est le photographe - indique midi. La place Venceslas est vide.

Cinquante ans après le Printemps de Prague, la célèbre photo de Josef Koudelka dit encore ce que fut 1968 dans ce qu'on appelait « l'Est », entre recherches d'un socialisme « à visage humain » et brutale réalité du totalitarisme. Un contexte où ne pas se rendre à une manifestation pouvait *aussi* être un acte politique.

Cet « autre 68 », bien différent du bouillant Mai parisien – ou berlinois –, reste encore mal compris en Europe de l'Ouest. Plein de « *lyrisme révolutionnaire* », selon l'expression de Milan Kundera, Paris enflammait la « *vieille société* » pour la renverser radicalement¹. À Prague, on aspirait à desserrer l'emprise du Parti-État. On ne considérait pas les élections comme un « *piège à cons* » ni les « *libertés formelles* » comme « *bourgeoises* ». Kundera écrira que « *l'étudiant parisien regardait vers Prague avec méfiance (ou plutôt avec*

indifférence) et que le Pragoïse n'avait qu'un sourire pour les illusions parisiennes qu'il considérait (à tort ou à raison) comme discréditées, comiques ou dangereuses »². Et si l'on se penche sérieusement sur ce que fut cet autre 68 ; si l'on chemine avec quelques-unes de ses plus grandes voix – Kundera, Havel, Patočka – on verra qu'il peut encore être riche d'enseignements. Pas seulement pour l'histoire, mais pour notre configuration présente.

Se défendre contre l'injustice

Début 1968, Václav Havel est comédien et dramaturge. Rien, à première vue, ne le prédestine à prendre la tête de la Révolution de velours, moins encore à devenir bien plus tard un homme d'État. C'est le basculement de l'histoire qui imposera, à Havel comme à toute sa génération, l'exercice de la responsabilité, l'obligation morale de *sortir de soi-même* pour se laisser emporter par l'événement et ce qu'il requiert d'engagement de notre part.

Comme le note Jan Vladislav en 1989³, la vie de Václav Havel a radicalement changé en 1968. Après les premiers succès de dramaturge viendront – pour son refus de se soumettre à la « normalisation » pro-soviétique – les séjours en prison, les multiples condamnations, les travaux forcés.

Face à l'arbitraire et au système totalitaire, Havel refusera la peur comme l'abandon. Une exigence que partageait l'un de ses inspirateurs, Jan Patočka, ce « *philosophe résistant* », selon la formule de Paul Ricœur, qui fut aussi l'une des grandes figures de la dissidence pragoise. Moins de dix ans après le Printemps, l'un et l'autre devinrent les premiers porte-paroles de la *Charte 77*, cette « *initiative éthique* », comme la qualifiait Havel, visant à proclamer l'inaliénabilité des droits fondamentaux et des libertés civiles, et l'obligation incombant à l'État de les protéger. C'était en 1977. Le Mai français était évanoui, et charriait déjà son lot de désillusions, de remords et d'amertumes ; le Printemps de Prague renaissait pour résister encore à une dictature réelle. Pas parce que Patočka, Havel ou d'autres se voyaient comme des héros. Simplement *ils devaient agir ainsi, parce qu'il fallait le faire*. Dans les mots de la déclaration constitutive de la Charte 77 : « *Il va de soi que le premier responsable du respect des droits civiques dans notre pays est l'État, le pouvoir politique. Mais il*

n'est pas le seul. Chacun est coresponsable de la situation générale. »

Patočka le formulera plus explicitement encore dans un texte philosophique : « *ce n'est pas l'homme qui définit la morale en fonction de l'arbitraire de ses besoins, souhaits, tendances et désirs. Au contraire, c'est la morale qui détermine l'homme* ». Lorsque la situation l'exige, lorsque l'événement impose d'être en quelque sorte plus grand que soi-même, la morale exige de l'homme libre qu'il agisse. C'est « *le devoir de l'homme envers lui-même* », écrit encore Patočka, « *de se défendre contre toute injustice dont il serait victime* »⁴.

C'est à cette condition que s'éprouve la liberté, notamment dans les dernières lignes du manifeste de la Charte 77, cet impératif : « *faire en sorte que tous les citoyens tchécoslovaques puissent vivre et travailler en hommes et en femmes libres* ».

Quelques semaines après l'écrasement du Printemps de Prague, en janvier 1969, l'étudiant Jan Palac s'immole par le feu. Par son geste radical il ne proteste pas seulement contre la « normalisation » mais aussi contre l'apathie et l'indifférence de la majorité de la population tchécoslovaque face à l'invasion du pays.

1968, 1977, 1989. Vingt années à hâter l'écroulement du communisme. Vingt années à proclamer combien les libertés d'expression ou d'association, le droit à la vie privée, la dignité et l'intimité, la garantie de ne pas voir sa vie privée observée par des services de police ; vingt années à dire combien ces libertés précieuses n'ont rien ni de décadent ni de bourgeois. Mais au bout, l'effondrement : du Mur, du Rideau de fer, du glacis totalitaire.

Fragiles libertés

De ce vent de changement, on a cru pouvoir déduire *la fin des idéologies* ou, carrément, de l'histoire. Trente ans après, une nouvelle vague autoritaire menace l'Europe et le monde, nous rappelant – très – brutalement combien, décidément, la démocratie, les modestes libertés précieuses qui vont avec, n'ont rien de forcément éternel.

Kundera écrivait du Printemps de Prague qu'il était une « *révolte populaire des modérés* », comme un soulèvement de la modération pour défendre l'élémentaire dignité écrasée par le totalitarisme. Il ne s'agissait pas de faire, ni

même de rêver ou mimer, une grande révolution. Il s'agissait de se tenir debout. Des hommes et des femmes se sont levés simplement car ils le devaient.

À notre tour, saurons-nous nous être à la hauteur, puisque « *chacun est co-responsable de la situation générale* » ? Saurons-nous nous laisser ébranler par l'événement (qui nous fait, « *par une menace extrême, paraître ce qui est fondamental* ») et remplir notre devoir d'homme envers nous-mêmes ? Ce sont les questions que les grands disparus Patočka et Havel pourraient en tout cas nous poser.

Les libertés qu'ils ont aidé à arracher sont aujourd'hui menacées par « *l'agression du passé le plus sombre contre un avenir honorable* », selon l'expression de Havel. À l'Est et à l'Ouest de l'Europe, ailleurs dans le monde aussi, les forces qui considèrent que les droits et les libertés de chacun et de tous valent moins que la force brute reviennent au premier plan. Face à ces forces multiformes, le défi est d'être du bon côté de l'histoire. Tâcher de se faire héritiers d'Havel exige de se tenir debout, et d'abord en disant, encore et encore, que les droits qu'elles veulent balayer constituent notre élémentaire dignité, la condition la plus intime de notre liberté, le moyen par lequel il peut y avoir de la politique ou de la diplomatie, plutôt que de la guerre, entre les hommes. Les libertés ne sont pas tièdes, fades, molles. Elles valent qu'on se batte pour elles.

En 1989, le vingtième anniversaire de la mort de Jan Palach provoque une semaine d'importantes manifestations contre le régime communiste, appelée la « Semaine de Palach ». Le 16 février 1989, Václav Havel est arrêté par la police pour avoir voulu déposer une gerbe de fleurs à sa mémoire. Il est condamné pour ce geste à neuf mois de prison ferme. Mais son emprisonnement et celui d'autres manifestants provoquent une mobilisation plus importante encore ; quelques mois plus tard, le régime s'écroule face à la vague populaire de la Révolution de velours. Ce n'est pas Jan Palach qui a fait tomber la dictature : plusieurs facteurs (manifestations, contexte international, économique, divisions internes) expliquent évidemment la vague de changement de 1989. Mais son geste tragique a été capital. Havel, Patočka, Kundera ou d'autres n'ont pas seuls vaincu le communisme. Mais ils ont fait ce qu'ils devaient faire.

La victoire des nationalistes et des réactionnaires n'est pas une fatalité. L'âge d'or fantasmé auquel ils proposent de revenir – « *hier, tout était mieux* » disent-ils – séduit à mesure de ce que nous laissons *notre version de l'avenir* pâlir. Ils attaquent d'autant plus violemment que nous ne défendons pas tout ce qui est précieux et redevient fragile dans la démocratie. Là où ils progressent, des milliers de personnes se mobilisent en remplissant les places de Varsovie, Budapest, Bratislava et Bucarest, pour dénoncer les réductions de leurs droits et montrer aux nouveaux autoritaires qu'ils ne sont pas prêts à se résigner. C'est peut-être la nouvelle « *révolte populaire des modérés* », lorsque ceux qui savent ce que nous avons à perdre se rassemblent pour inventer une « responsabilité collective » à l'échelle de l'Europe.

1. Milan Kundera, « Préface » à Josef Skvorecky, *Miracle en Bohême*, Paris, Gallimard, 1978, p.4.
2. Paul Ricœur, « Jan Patočka, le philosophe-résistant », *Le Monde*, 15 mars 1977, repris dans *Lectures 1. Autour du politique*, Paris 1991, p. 69-73.
3. Jan Václav, « Préface » à Vaclav Havel, *Essais politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1994.
4. Jakub Čapek, « Le devoir de l'homme envers lui-même », *Patočka, Kant et la Charte 77* », *Tumultes*, n° 32-33, 2009.